



PRÉFET DU VAR

PREFECTURE
DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT
BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE

TOULON, le **27 janvier 2012**

Arrêté portant mise en demeure
du groupement UNION GRAP'SUD
pour ses installations de distillerie
situées sur la commune de La Crau

Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire),

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1984 modifié, autorisant l'exploitation de la société
« Distillerie La Varoise » située 40 chemin des Goys Fourniers à La Crau,

Vu le rapport du 9 novembre 2011 de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction
régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement consécutif à la visite de contrôle
du site de la distillerie Grap'Sud à La Crau, le 3 novembre 2011,

Vu le rapport du 8 décembre 2011 de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction
régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement consécutif à la visite de contrôle
du site de la distillerie Grap'Sud à La Crau, le 24 novembre 2011,

Considérant qu'il s'avère indispensable que l'exploitant procède à l'évacuation de déchets
identifiés stockés sur site et réalise les travaux nécessaires à la protection des intérêts visés à
l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le groupe GRAP'SUD UNION dont le siège social est situé à Cruviers-Lacours (30360),
exploitant de la distillerie située au 40 chemin des Goys Fourniers, quartier Les Levades (83360)
à La Crau est mis en demeure sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté de :

- 1.1. faire procéder à l'évacuation de la totalité des effluents dégradés actuellement stockés
sur son site de La Crau (le volume estimé par l'exploitant est d'environ 1000 tonnes), par
des société agréées pour la collecte et l'élimination de ce type de déchet.

L'évacuation de la totalité des effluents stockés est réalisée dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ;

Dès le début des opérations de pompage des effluents, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées de manière hebdomadaire l'état d'avancement des opérations.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il transmettra dans ce cadre à l'inspection des installations classées les Bordereaux de Suivi des Déchets Dangereux (BSDD).

- 1.2. procéder au traitement par déshydratation du stock de marc épuisé entreposé en 3 lots à l'extérieur ; la capacité estimée par l'exploitant est d'environ 5000 tonnes.
- 1.3. réaliser les travaux nécessaires sur le bâtiment de traitement des marcs (ateliers de diffusion et de déshydratation) pour :
 - reprendre l'étanchéité totale de la toiture,
 - fermer l'ensemble des accès.
- 1.4. réaliser les travaux d'étanchéité sur les rétentions des stockages d'acide et de base situés dans la partie Est du site ou supprimer le cas échéant lesdits stockages.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 :

En cas de non respect de l'articles 1 du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions pénales prévues à l'article L.514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de La Crau pendant un délai d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du maire.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, le Maire de La Crau, l'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le

27 JAN 2010

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier De MAZIERES